



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement de  
Bourgogne Franche-Comté**

Unité interdépartementale 39-71  
Antenne de Lons-le-Saunier  
4 rue du curé Marion  
39000 Lons-le-saunier

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/12/2023

### **Partie nominative**

#### **SNDCE**

Zone industrielle

10 Impasse de la Croisette  
71240 Sennecey-le-Grand

Affaire suivie par : Alexandre Moissonnier  
Tél : 03 39 59 67 21  
Courriel : alexandre.moissonnier@developpement-durable.gouv.fr  
Références : AM/VV/2024/L\_17

Code AIOT : 0005401071

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 18/12/2023 de l'établissement SNDCE implanté 10 Impasse de la Croisette 71240 Sennecey-le-Grand. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Participant à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

Alexandre Moissonnier, unité interdépartementale 39-71, Pôle C, inspecteur de l'environnement

#### **Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

Jean-François Watelet : directeur du site  
Robert Wurgès : responsable maintenance

Le courriel d'échange avec l'administration est [jfwatelet@orange.fr](mailto:jfwatelet@orange.fr).

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement Alexandre Moissonnier	L'inspecteur de l'environnement Florian Charrier	Le chef de l'UiD 39-71 Xavier Bertuit

## **Rapport de l'inspection des installations classées** **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 18/12/2023 de l'établissement SNDCE implanté 10 Impasse de la Croisette 71240 Sennecey-le-Grand, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé** de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Situation administrative** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/04/2008 article : 1.2.1
- **Modification des installations** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/04/2008 article : 1.3.1
- **Gestion des substances et préparations dangereux** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006 article : 12
- **Confinement des eaux incendie - dimensionnement** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/04/2008 article : 7.5.5
- **Analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux - liste PFAS** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023 article : 2
- **Prélèvement et consommation d'eau** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/04/2008 article : 4.1.1
- **Mesures de préservation de la ressource en eau** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2022 article : annexe 3
- **Conditions de rejet des effluents aqueux industriels** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006 article : 20



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement de  
Bourgogne Franche-Comté**

Unité interdépartementale 39-71  
Antenne de Lons-le-Saunier  
4 rue du curé Marion  
39000 Lons-le-Saunier

Le 25 janvier 2024.

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SNDCE**

Zone industrielle

10 Impasse de la croisette  
71240 Sennecey-le-Grand

Références : AM/VV/2024/L\_17  
Code AIOT : 0005401071

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2023 dans l'établissement SNDCE implanté 10 Impasse de la Croisette 71240 Sennecey-le-Grand. L'inspection a été annoncée le 20/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNDCE
- 10 Impasse de la Croisette 71240 Sennecey-le-Grand
- Code AIOT : 0005401071
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société réalise des opérations de traitement de surface, application de métaux sur des pièces façonnées par diverses entreprises dans le but de les protéger contre la corrosion et d'augmenter leur conductivité.

La société emploie 11 personnes qui travaillent en 2 x 8, elle dispose de 4 chaînes de traitement : zingage (tonneaux et attache), argenture et étamage et une chaîne de reprise zinc (chaîne 6).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative des installations exploitées ;
- gestion des produits chimiques ;
- prévention du risque incendie ;
- PFAS ;
- sécheresse ;
- rejets aqueux industriels.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 30/04/2008, article 1.2.1
2	Modification des installations	AP Complémentaire du 30/04/2008, article 1.3.1
3	Gestion des substances et préparations dangereux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
8	Confinement des eaux incendie - dimensionnement	AP Complémentaire du 30/04/2008, article 7.5.5
9	Analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux - liste PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
10	Prélèvement et consommation d'eau	AP Complémentaire du 30/04/2008, article 4.1.1
12	Mesures de préservation de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 25/05/2022, annexe 3
13	Conditions de rejet des effluents aqueux industriels	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
5	Gestion des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
6	Désenfumage – présence de DEFNC	AP Complémentaire du 30/04/2008, article 7.3.2
7	Installations électriques - chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
11	Mesure de restriction en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant doit régulariser la situation administrative des installations qu'il exploite. Il doit :

- justifier de la cessation d'activité de l'installation classable au titre de la rubrique 2564 ;
- porter à la connaissance du préfet les modifications réalisées dans l'installation de traitement de surface ;
- justifier qu'il peut bénéficier du bénéfice des droits acquis pour l'installation classable au titre de la rubrique 4110.

L'exploitant doit prendre des mesures en cas de prise d'arrêtés préfectoraux imposant des mesures de restriction sur les prélèvements d'eau ou être en capacité de justifier que son établissement en est exempté.

Enfin, l'exploitant doit prendre des mesures afin que les effluents aqueux industriels rejetés soient compatibles avec le milieu récepteur.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/04/2008, article 1.2.1						
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, classement au titre des rubriques 4XXX						
<b>Prescription contrôlée :</b> Situation administrative des installations exploitées :						
Rubrique	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1131-2-b	A	Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques liquides telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthano		quantité susceptible d'être présente dans l'installation	10 tonnes	37 tonnes
2565-2-a	A	Revêtement métallique ou traitement des surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surface visés par la rubrique 2564, avec des procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium)	7 chaînes de traitement de surface	volume des cuves de traitement	1500 litres	87650 litres
1200-2-c	D	Emploi ou stockage de substances ou préparations de combustibles, telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques	Eau oxygénée et persulfate de sodium	quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	2 tonnes	2,75 tonnes
2564-3	D	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. Le volume des cuves de traitement étant supérieure à 20 l mais inférieur ou égal à 200 l	1 cuve de perchlorethylène		20 litres	50 litres
1111-1	A	Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et ses composés		quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation		
1111-2	A	1. → Substances et préparations solides 2. → Substances et préparations liquides			200 kg 50 kg	105 kg 84 kg
A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)						
<b>Constats :</b> l'exploitant a indiqué que les installations actuellement exploitées sont classables au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comme suit : <u>Traitement de surface :</u> L'exploitant s'est positionné sur le classement de son installation de traitement de surface en précisant pour chaque chaîne de traitement, le volume des cuves (en mètre cube), classable au titre de la rubrique 3260 (traitement de surface des métaux par un procédé électrolytique ou chimique) ou de la rubrique 2565-2 (bains dans lesquels sont effectués des opérations permettant d'éliminer d'une surface, sans réaction chimique avec la surface du substrat, toutes particules de graisses et/ou résidus d'opérations antérieures, afin d'obtenir une surface propre, apte aux opérations ultérieures de traitement de surface).						
Rubrique	Chaîne 1	Chaîne 2	Chaîne 3	Chaîne 4	Chaîne 6	Total
3260	24,3	13,7	11,32	2,4	1,88	<b>53,6</b>
2565-2	22,62	5,83	5,84	2,31	/	<b>36,6</b>
Le volume total des cuves affectées au traitement de surface est de 90,2 m <sup>3</sup> . Ce volume est supérieur au volume autorisé de 87,65 m <sup>3</sup> au titre de la rubrique 2565 par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 avril 2008. (cf. Constat 3-18122023 ci-dessous)						
<b>Substances et mélanges dangereux :</b> - rubrique 4110-2a : 2000 kg - installation soumise à autorisation ; - rubrique 4120-2b : 3000 kg - installation soumise à déclaration ; - rubrique 4130-2b : 2500 kg - installation soumise à déclaration.						
Ces substances et mélanges étaient historiquement classés au titre des rubriques 1131-2 et 1111-2.						
Dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 avril 2008, l'installation d'emploi et de stockage de substances et préparation très toxiques est soumise à déclaration pour un volume maximal de 84 kg.						



**Constat 1-18122023 : demande de compléments : l'exploitant justifiera que les substances et préparations classés au titre de la rubrique 4110-2 étaient présentes en 2008 et que le classement au titre de la rubrique 4110-2 peut être acté au titre du bénéfice des droits acquis.**

Ex rubrique 1200-2

A la suite de la modification de la nomenclature des ICPE, la rubrique 1200-2 a été remplacée par les rubriques 4440, 4441 et 4442. Compte tenu de la quantité déclarée en 2007 et de la quantité maximale de produits comburants susceptible d'être présente sur le site de la société SNDCE, l'installation n'est plus classable au titre de la nomenclature des ICPE.

Rubrique 2564

La société SNDCE exploitait une cuve de perchloréthylène de 50 litres classable au titre de la rubrique 2564-3. Selon l'exploitant, cette installation a été arrêtée depuis décembre 2007. Il n'a pas été retrouvé de document notifiant la cessation d'activité de cette installation.

Le perchloréthylène est une substance portant la mention de danger H 350. Cette installation est désormais classable au titre de la rubrique 2564-1-b de la nomenclature des ICPE sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique.

**Constat 2-18122023 : demande de compléments : l'exploitant justifiera que la cessation de l'activité de l'installation utilisant du perchloréthylène a été portée à la connaissance du préfet ou il procédera à la cessation d'activité suivant les dispositions définies aux articles R. 512-39 et suivants du code de l'environnement.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 2 : Modification des installations**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 30/04/2008, article 1.3.1

**Thème(s) :** Situation administrative, modification de l'installation de traitement de surface

**Prescription contrôlée :**

1.3.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :** comme évoqué au point de contrôle n°1, des modifications ont été réalisées dans l'installation de traitement de surface.

**Constat 3-18122023 : non-conformité : l'exploitant n'a pas notifié au préfet les modifications réalisées dans son installation avec tous les éléments d'appréciation.**

**Observations :**

A l'issue de la visite, l'exploitant a été destinataire :

- du lien d'une application dédiée à aider les pétitionnaires dans la rédaction de leur dossier de porter à connaissance : <https://form-maenv.rct01.kleegroup.com/> ;
- d'un guide indiquant les attendus d'un dossier de porter à connaissance.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

### N° 3 : Gestion des substances et préparations dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, inventaire de la nature et la quantité des produits dangereux détenus
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> l'exploitant dispose d'un inventaire indiquant notamment la nature et la quantité des produits chimiques présents dans son établissement.
<b>Constat 4-18122023 : non-conformité : un plan général des stockages n'est pas annexé à l'inventaire des produits chimiques.</b>
<b>Observations :</b> Afin de faciliter l'intervention des services de secours en cas d'accident, il pourrait être utile : <ul style="list-style-type: none"><li>- de préciser sur l'inventaire des produits chimiques la localisation de ceux-ci dans l'établissement et de reporter cette information sur un plan de l'établissement ;</li><li>- d'indiquer sur l'inventaire les mentions de danger (pictogrammes) des produits dangereux ;</li><li>- de définir avec les services de secours un lieu facilement accessible où les documents seraient disponibles et/ou leur transmettre ces documents.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

### N° 4 : Prévention des accidents et des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plan de l'ensemble des cuves
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elle, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). Ce plan est tenu à jour.
<b>Constats :</b> l'exploitant a présenté la liste des cuves de son établissement. Cette liste contient les éléments attendus à l'article 10 susmentionné. La position des cuves est reportée sur le plan de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Gestion des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, condition d'entreposage des produits cyanurés
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermetures de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.
<b>Constats :</b> il n'a pas été constaté de présence de solution acide dans le local contenant les produits cyanurés. Lors de la visite de l'établissement, ce local était fermé à clé. Les trois locaux d'entreposage des produits chimiques sont équipés d'une ventilation forcée donnant vers l'extérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Désenfumage – présence de DEFNC**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/04/2008, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives-désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle.
<b>Constats :</b> <u>Rappel du constat 5 relevé lors de l'inspection du 19 mai 2022</u> Des équipements pour l'évacuation des fumées sont présents en partie haute de l'installation. Selon le directeur et le responsable maintenance, ces équipements n'ont pas vraiment été entretenus et ils ne seraient plus fonctionnels.  Constat 5-19052022 : NON-CONFORMITE : le bâtiment abritant l'installation de traitement de surface n'est pas équipé en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.  Lors de l'inspection du 18 décembre 2023, l'inspection constate que les cinq dispositifs d'évacuation naturelles des fumées et de la chaleur de l'atelier de traitement de surface existants ont été remplacés le 17 novembre 2023. Les commandes pour l'ouverture sont manuelles et automatiques.  Le constat 5-19052022 est considéré comme soldé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Installations électriques - chauffage des bains**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maîtrise des risques liés au chauffage des bains
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve.
<b>Constats :</b> <u>Rappel du constat 6 relevé lors de l'inspection du 19 mai 2022</u> L'ensemble des bains chauffés n'est pas équipé de dispositifs de sécurité qui permet de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.  Les cuves dont la température est régulée sont précisées dans la liste décrivant les cuves de l'installation. Le détecteur de niveau de liquide, manquant lors de la visite de mai 2022, a été ajouté dans une des cuves de la chaîne zinc. Le chauffage de la cuve est désormais asservi au détecteur de niveau et à une plage horaire.  Désormais, les cuves indiquées, par l'exploitant, comme étant chauffées sont équipées par un détecteur de niveau. Le chauffage de ces cuves est asservi à cette détection.  Les cuves contrôlées lors de l'inspection du 19 mai 2022, n'ont pas été contrôlées lors de la visite du 18 décembre 2023.  Le constat 6-19052022 est considéré comme soldé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Confinement des eaux incendie - dimensionnement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/04/2008, article 7.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent d'un volume minimum de 274 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> <u>Rappel du constat 9 relevé lors de l'inspection du 19 mai 2022</u> Lors de la visite du 19 mai 2022, l'établissement n'était pas équipé avec un dispositif permettant d'assurer le confinement des eaux susceptibles d'être polluées.  Des barrières type "batardeaux" ont été mises en place au niveau des accès à l'atelier. Il a été constaté, lors d'un essai de mise en œuvre de l'équipement, qu'une glissière était déformée et que l'équipement n'est pas opérationnel. L'exploitant indique que la glissière a vraisemblablement été percutée. Le constat 9-19052022 ne peut être soldé. Le confinement des eaux susceptibles d'être polluées ne peut être assuré.
<b>Observations :</b> il convient de réparer l'équipement mis en place et de le protéger des chocs éventuels.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 9 : Analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux - liste PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, liste des PFAS utilisés, produits, traités ou rejetés
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b> l'exploitant a consulté les producteurs / distributeurs des produits chimiques utilisés concernant la présence éventuelle de substances PFAS dans ceux-ci. Il dispose de deux réponses négatives. Il attend la réponse du troisième distributeur qui signale par courriel qu'il a beaucoup de demande concernant ce sujet et qu'il a besoin de temps pour répondre.
<b>Constat 5-18122023 : demande de compléments :</b> l'exploitant doit établir la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées, rejetées.
<b>Observations :</b> l'exploitant est informé que les réponses des producteurs des produits chimiques indiquant l'absence de substances PFAS dans les produits utilisés ne permettent pas de s'exonérer des dispositions des articles 3 et suivants de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Ces dernières sont applicables à partir du 27 décembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 10 : Prélèvement et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/04/2008, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, origine des approvisionnements d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel et dans le réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
<b>Constats :</b> l'établissement dispose des deux dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Un pour l'eau souterraine prélevée et un pour l'eau du réseau d'eau potable.  Le jour de la visite, les dispositifs de mesure totalisateurs indiquaient les valeurs suivantes :  - eaux souterraines : 6899 m <sup>3</sup> - eau réseau communal : 6885 m <sup>3</sup>  L'exploitant indique que la personne en charge des relevés est absente. Il n'a pas été en mesure de présenter les enregistrements des résultats des prélèvements enregistrés.  Les déclarations GERE des dernières années indiquent les volumes totaux prélevés suivants : - 2022 : 9 963 m <sup>3</sup> - 2021 : 11 524 m <sup>3</sup> - 2020 : 10 063 m <sup>3</sup>  <b>Constat 6-18122023 : demande de compléments : l'exploitant transmettra une copie des relevés des prélèvements des eaux pour les années 2021 à 2023.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 11 : Mesure de restriction en période de sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, articles 1 et 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, documents tenus à la disposition de l'inspection
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1 I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.  Article 4 I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : 1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cube par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ; 2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ; 3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ; 4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et

d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;

5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;

6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.

II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.

III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er.

Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.

**Constats :** compte tenu du volume d'eau prélevé déclaré en 2022 et en application des dispositions de l'article 1, les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 ne s'appliquaient pas à la société SNDCE en 2023.

Il a cependant été rappelé que le volume à prendre en compte pour vérifier la soumission aux dispositions de cet arrêté était le volume d'eau total prélevé par l'établissement. Dans le cas présent les eaux souterraines et celles issues du réseau communal sont concernées.

Les modes de calculs possibles ont été présentés pour déterminer le volume de référence sur lequel s'appliquent les restrictions de prélèvement éventuelles.

**Observation :** il est rappelé que bien que les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 ne soient pas applicables pour l'année 2023, elles s'appliqueront pour l'année n en cas de prélèvement d'eau total annuel supérieur à 10 000 mètres cubes au cours de l'année n-1.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 12 : Mesures de préservation de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2022, annexe 3								
Thème(s) : Risques chroniques, mesures prises lors des périodes de restriction								
Prescription contrôlée :								
Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	P	E	C	A
Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation est supérieure à 7000 m³/an	Sensibiliser aux règles de bon usage d'économie d'eau	Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées...) est mis à la disposition en cas de contrôle.						
		Registre hebdomadaire mis à disposition des services de contrôle Réduction des prélèvements et/ou consommation de 25 % par rapport à la moyenne hebdomadaire	Registre quotidien pour tout prélèvement et ou consommation supérieure à 100 m³/j Réduction des prélèvements et/ou consommation de 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire	Registre quotidien pour tout prélèvement et ou consommation supérieure à 100 m³/j Seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux) Une priorisation des usages pourra être conduite au cas par cas pouvant conduire à une augmentation des prélèvements et ou consommation plafonnée à 50% par rapport à la moyenne hebdomadaire	X		X	X

**Constats :** bien que les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 ne s'appliquent pas aux prélèvements d'eau de la société SNDCE, l'exploitant a été informé que les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre portant sur les mesures de préservation de la ressource en eau en période d'étiage dans le département de Saône-et-Loire hors zone d'alerte "Saône aval" du 25 mai 2022 s'appliquaient à ses installations.

L'exploitant n'a pas pu justifier qu'il a mis en place, lors des périodes d'alerte, d'alerte renforcée et de crise sur la zone "Grosne" lors de l'année 2023, des mesures de réduction de la consommation d'eau.

Il n'a pas présenté un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles permettant de démontrer que les besoins en eau utilisée ont été réduits au maximum.

**Constat 7-18122023 : non-conformité : l'exploitant n'a pas pu justifier du respect des dispositions de l'annexe 3 de l'arrêté cadre du 25 mai 2022.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

## N° 13 : Conditions de rejet des effluents aqueux industriels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 20 et 17								
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, compatibilité milieu								
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 20 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de : [...] - compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ; [...]</p> <p>Article 22-2 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Article 17 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 I. - Tout déversement d'eaux résiduaires en nappe souterraine, direct ou indirect (épandage, infiltration...), total ou partiel, est interdit.</p>								
<p><b>Constats :</b> les effluents aqueux industriels, après traitement physico-chimiques, sont rejetés dans le réseau des eaux pluviales de la commune de Sennecey-le-Grand. Avant rejet dans un cours</p>								

d'eau (ruisseau de Sennecey), ce réseau se compose d'un fossé non imperméabilisé.

**Constat 8-18122023 : non-conformité : présence d'infiltration indirecte vers les eaux souterraines compte tenu des conditions de rejet des effluents aqueux industriels.**

**Constat 9-18122023 : non-conformité : le milieu receveur étant un fossé non imperméabilisé, la compatibilité des effluents aqueux industriels rejetés avec le milieu récepteur n'est pas assuré.**

**Observations :**

Il est attendu une avancée rapide sur ce point qui n'a pas évolué depuis novembre 2022.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites